



Une folie est en marche !

Je me demande si on se rend vraiment compte de ce qui se passe dans le sud de l'Europe. Je pense à l'Espagne, à l'Italie, au Portugal et à la Grèce, pays dont nous parvenons jour après jour les rumeurs affolées, les appels au secours, les colères. Cette souffrance sociale, certes nous l'écoutons, je veux dire « médiatiquement ». Mais on nous trompe le plus souvent à son sujet. On répète volontiers qu'elle est une tragédie provisoire, une parenthèse, mais qu'elle finira par porter ses fruits. Cette rengaine rassurante est un mensonge par omission. Pourquoi ? Parce que, disant cela, on laisse entendre qu'une fois la crise surmontée et les plaies cicatrisées les peuples retrouveront leur « vie d'avant ». Ce n'est pas vrai. Les manifestants de Madrid, Lisbonne, Rome ou Athènes l'ont bien compris. Ils ne protestent pas seulement contre l'austérité et l'appauvrissement qui va avec. Ils s'indignent que soient privatisées, précipitamment bradées, les richesses collectives de leurs pays : hôpitaux, compagnies aériennes, postes, aéroports, chantiers navals, etc. Explique-t-on vraiment que ces pays, dévastés avant-hier par la finance, sont aujourd'hui sommés d'apurer leurs

Si on peut toujours espérer "sortir de la crise", les pays du sud de l'Europe ne sortiront plus jamais de ce néolibéralisme intégral vers lequel on les conduit mois après mois, avec la surprenante bénédiction de la Commission de Bruxelles.

comptes en cédant ce qu'on appelle les « joyaux de la Couronne » ? C'est pourtant ce qui se passe. Et de la pire façon car leurs gouvernements sont rongés par la corruption, minés par le cynisme, plus proches du quant-à-soi oligarchique que de la démocratie parlementaire. Face aux « acheteurs » (Chinois, Brésiliens, Américains, etc.) qui viennent faire leur marché dans ces nations en ruine, les décideurs locaux sont mal placés pour encadrer et organiser ces privatisations de façon raisonnable. Ni sur le prix ni sur les garanties de service public à exiger de l'acheteur ils ne sont en mesure d'imposer un minimum d'équité et de transparence. On comprend dès lors pourquoi le versant « inégalitaire » de ces privatisations apparaît si vite. Un exemple entre mille : à Lisbonne, un hôpital public racheté par un groupe brésilien voit aussitôt multipliés par six ou dix ses tarifs d'admission aux urgences. De la même façon, à Madrid, à Barcelone ou à Saragosse, des milliers de blouses blanches manifestent régulièrement dans les rues pour dénoncer non seulement la « rigueur », mais surtout les privatisations qui démantèlent le service de santé et ligotent ce dernier au système marchand. Fini les médicaments gratuits...

Le gouvernement régional de Madrid prévoit de privatiser partiellement 6 des 20 grands hôpitaux de la région ainsi que 27 centres de santé, sur un total de 270. Pour les infirmières et les médecins espagnols, c'est une invraisemblable régression historique.

Quant aux aéroports portugais, secteur jugé plus « porteur » que les autoroutes, 12 d'entre eux ont été adjugés pour 3 milliards d'euros au groupe français Vinci (dont le Qatar est un actionnaire important).

Le Portugal vendra également sa compagnie aérienne nationale, la TAP. Du même coup, en Espagne, alors que le gouvernement socialiste de Zapatero avait renoncé à privatiser les aéroports, le projet a été réactivé par l'équipe Rajoy et programmé pour 2013. Il en va à peu près de même en Grèce et, d'une autre façon, en Italie. Partout la crise financière accouche subrepticement d'une métamorphose... politique, pour ne pas dire idéologique.

Or ce voyage est sans retour.

Si on peut toujours espérer « sortir de la crise », les pays du Sud ne sortiront plus jamais de ce néolibéralisme intégral vers lequel on les conduit mois après mois, avec la surprenante bénédiction de la Commission de Bruxelles. Tout cela me semble fou, en effet. Et plus dangereux qu'on ne l'imagine. Qui peut savoir comment réagissent, à moyen terme, les peuples ainsi bernés ? J.-C. G.